

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE TUTELLE



PROVISOIRE
T/PV.1227
25 mai 1964
FRANCAIS

Trente et unième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA MILLE DEUX CENT VINGT-SEPTIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le lundi 25 mai 1964, à 15 heures.

Président :

M. CORNER

(Nouvelle-Zélande)

- Examen des rapports annuels des autorités administrantes sur l'administration des territoires sous tutelle : situation dans le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée [point 4 a) de l'ordre du jour] (suite)

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en document mimeographié sous la cote T/SR.1227. Les délégations pourront y apporter des corrections. Il en sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

64-11427

(55 p.)

POINT 4 a) DE L'ORDRE DU JOUR

EXAMEN DES RAPPORTS ANNUELS DES AUTORITES ADMINISTRANTES SUR L'ADMINISTRATION DES TERRITOIRES SOUS TUTELLE : SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE LA NOUVELLE GUINEE (T/1621; T/L.1071) (suite)

Sur l'invitation du Président, M. G. W. Toogood, représentant spécial pour la Nouvelle-Guinée sous administration australienne, prend place à la table du Conseil.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : J'ai encore quelques questions à poser. Les premières ont trait à la situation politique.

D'après les discussions qui ont porté sur les élections récemment tenues dans le territoire sous tutelle du Papua et de la Nouvelle-Guinée, il m'a semblé que l'Assemblée législative qui doit être constituée bientôt n'est qu'un stade provisoire dans l'évolution politique du territoire. Le représentant de l'Australie peut-il me dire si l'Administration envisage de modifier, par ses conseils, les lois électorales, afin d'éliminer le système des sièges réservés et officiels, et si l'on sait d'ores et déjà si la chose sera possible avant les prochaines élections?

M. MCCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : A ma connaissance - et je demanderai au représentant spécial de compléter ma réponse car il a pu acquérir sur place une connaissance approfondie et détaillée de la situation - il n'y a pas dans l'immédiat de plan prévoyant l'abolition, à l'heure actuelle, des dix électorsats spéciaux. En toute logique, nous pouvons nous attendre à ce que cette revision constitutionnelle et d'autres encore découlent naturellement des activités de l'organe élu dont nous avons tant parlé et où, je le répète, la majorité est élue; c'est une majorité indigène élue. Par le truchement de cette majorité élue et, plus généralement, de cet organe parlementaire élu, viendra l'initiative de réformes du genre de celle que mentionne la représentante du Libéria.

Si le représentant spécial pouvait ajouter quelques détails, je suis sûr que la représentante du Libéria serait heureuse de l'entendre.

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : La première intention de l'Autorité administrante était de n'avoir que des sièges ouverts à l'Assemblée et aucun siège spécial. Toutefois, c'est sur le désir de la grande majorité des habitants que ces sièges spéciaux ont été inclus. L'Administration n'est pas allée plus loin dans ses plans de suppression des sièges spéciaux étant donné que les élections viennent de se terminer et que la Chambre ne s'est pas encore réunie. C'est à la Chambre elle-même, avec sa majorité indigène élue, qu'il appartiendra de décider si et quand ces sièges devront être supprimés.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je m'attendais aux réponses qui viennent de m'être données par le représentant de l'Australie et par le représentant spécial. Je rappelle cependant que j'avais mentionné 20 sièges et non pas 10. Les dix sièges sont ce que l'on appelle les sièges officiels. Toutefois, jusqu'à ce que les habitants du territoire soient devenus indépendants ou aient exercé le droit à l'autodétermination, l'Autorité administrante assume certaines obligations et responsabilités vis-à-vis du territoire. Lorsque j'ai posé ma question, j'ai dit "sur les conseils de l'Administration", car je m'attendais à ce que l'on me réponde que la question devait être tranchée par l'Assemblée législative. Toutefois, je crois que la réponse que j'ai reçue est suffisante.

Ma question suivante est celle-ci : quel est l'âge du mariage pour les femmes au Papoua et en Nouvelle-Guinée?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Seize ans.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Est-il probable que l'on puisse réduire de 21 à 18 l'âge des électrices? Peut-être va-t-on encore me répondre que c'est à l'Assemblée d'en décider. Mais je voudrais savoir si l'Administration pourrait user de son influence auprès de l'Assemblée pour réduire de 21 à 18 ou 16 l'âge du vote pour les femmes, étant donné qu'elles peuvent se marier à 16 ans? Il me semble qu'elles devraient pouvoir voter à 16 ans.

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

L'Administration a étudié soigneusement cette question lorsqu'il s'est agi de déterminer les qualités requises des électeurs pour les élections à l'Assemblée. Il y a déjà une différence en ce qui concerne les conseils locaux de gouvernement. Toutefois, c'est après cette étude approfondie de la situation dans le territoire que l'on a fixé l'âge de 21 ans pour les électeurs. Bien entendu, cette question fera l'objet d'une étude constante par l'Autorité administrante, et aussi, comme l'a dit la représentante du Libéria, par la nouvelle Assemblée lorsqu'elle se réunira.

Mlle. BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je ne suis pas certaine d'avoir bien compris la réponse à une question que j'avais posée à la dernière séance. Le représentant spécial voudra bien m'excuser de répéter cette question. Quel est le nombre total d'électeurs non indigènes dans le territoire comparé à celui des électeurs indigènes?

M. TOOGOOD (représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Je crois que le chiffre que j'avais donné à la représentante du Libéria était approximatif pour ce qui est du nombre des électeurs non indigènes. Je crois avoir cité le nombre de 14 000, pour environ 700 000 électeurs indigènes.

Mlle. BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Il est intéressant de constater, au vu de la déclaration faite précédemment par le représentant spécial, que nous pouvons espérer une Assemblée législative nantie de pouvoirs considérables. J'aimerais savoir dans quelle mesure l'Assemblée qui va être constituée aura pouvoir sur les questions budgétaires.

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : La nouvelle Assemblée aura pleinement le droit de discuter des questions budgétaires. Un budget va être préparé par l'Administration et soumis à l'Assemblée. Il passera par le processus normal en usage dans les parlements.

Mlle BROOKS (Libéria) (Interprétation de l'anglais) : Je n'ai pas très bien compris si l'Assemblée aura le droit de dire de quelle façon les fonds devront être dépensés.

M. TOCGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Elle aura ce droit, et celui d'amender tout projet budgétaire soumis par l'Administration.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) . Je remercie le Représentant spécial car j'en conclus que l'Assemblée aura un contrôle total sur le budget à propos du revenu tiré du territoire même. Si cette assemblée doit être constituée avec de tels pouvoirs, je voudrais savoir quelles seront les fonctions des conseils de gouvernement local.

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Les conseils de gouvernement local auront une fonction différente. Ils doivent être constitués pour traiter de questions d'un caractère purement local : fixation des taxes locales, du prix de la terre, contrôle des divers services locaux.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) . Le Conseil de tutelle, à sa trentième session, a parlé de la question des taxes en relation avec l'ensemble du développement du territoire de la Nouvelle-Guinée et de Papua, en particulier pour ce qui est de la libre détermination. Le représentant de l'Australie ou le représentant spécial pourrait-il nous dire à quel moment on estime que les populations du territoire seront capables d'exercer ce droit à la libre détermination?

M. MCCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je ne voudrais pas indiquer une estimation car le Gouvernement australien pense qu'il appartient à la population elle-même d'en déterminer la date. Il considère que la population du territoire doit faire connaître ses désirs à cet égard au Gouvernement australien. Cette façon de voir est caractéristique de notre attitude en ce qui concerne les élections au Parlement dont j'ai parlé, à savoir que, par le canal d'un parlement élu par la population, sur la base du suffrage universel des adultes et indépendamment de tout facteur de race ou autre, la volonté de cette population pourra s'exprimer sur cette question comme dans d'autres d'une importance vitale.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) . Etant donné qu'il n'y a pas de partis politiques dans le territoire, je voudrais savoir par quels moyens la population du territoire peut être informée des possibilités qui s'offrent à elle de par la Charte des Nations Unies et amenée à comprendre le choix qui lui appartient en matière de libre détermination.

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Fondamentalement, les Conseils de gouvernement local ont été institués comme constituant le meilleur moyen de former la population du territoire de la Nouvelle-Guinée aux procédures politiques et au développement général du territoire. D'autre part, un nouveau département a été créé récemment. Il est chargé des services d'information et de la diffusion des renseignements relatifs aux activités des Nations Unies. Les événements politiques qui se produisent ailleurs sont également diffusés dans tout le territoire par les divers moyens dont disposent les conseils de gouvernement local : écoles, missions et de nombreux autres organes d'ordre social ou sportif. Ces renseignements sont diffusés d'une manière très large.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je n'ai pas d'autres questions à poser dans le domaine politique. Le représentant spécial peut-il nous dire s'il y a eu des autochtones qui ont émigré du territoire vers la métropole et, dans l'affirmative, si certains d'entre eux sont revenus dans le territoire avant les élections?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Non, personne encore n'a indiqué un tel désir.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je passe au domaine de l'enseignement. A la dernière session du Conseil de tutelle, le représentant de l'UNESCO a attiré l'attention du Conseil sur le fait que, dans le territoire, il y avait un sentiment profond, dans les conseils de gouvernement local, au sujet de l'enseignement obligatoire dans le territoire. Je voudrais savoir ce qui a été fait pour mettre en application les ordonnances de 1952 et 1957 sur l'enseignement obligatoire.

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Dans l'ensemble, l'enseignement ne constitue pas un problème, mais quand je dis cela, je ne veux pas dire qu'il ne constitue pas un très grand problème aux yeux de l'autorité administrante. Ce que je veux dire, c'est que l'encouragement à la population de la Nouvelle-Guinée à fréquenter les écoles ne constitue pas un problème. Cependant, pour répondre aux besoins qui avaient été mentionnés par la représentante du Libéria, l'administration a introduit dans l'ordonnance portant sur l'enseignement une disposition aux termes de laquelle l'enseignement obligatoire peut être introduit dans n'importe quelle partie du territoire. Je suis heureux de pouvoir dire à la représentante du Libéria que le caractère obligatoire de l'enseignement a maintenant été proclamé dans cinq régions du territoire.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : A la dernière session du Conseil, nous avons été informés que cette ordonnance avait été mise en vigueur dans certaines régions; mais notre attention avait été attirée sur le fait que cela ne suffisait pas. Je voudrais savoir si cet enseignement obligatoire a été étendu à d'autres régions depuis notre dernière session.

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Oui. Tout récemment, quatre nouvelles régions - auparavant, il n'y en avait qu'une - ont fait l'objet d'une disposition proclamant l'enseignement obligatoire. Je dois ajouter que cela ne porte pas sur les premières classes de l'enseignement primaire, mais sur la fin de cet enseignement, lorsque les enfants plus âgés sont poussés par leurs parents ou par leur propre désir à aller travailler ou à aider pour le travail de maison et de jardin.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais savoir quelles mesures pratiques ont été prises pour encourager les élèves, particulièrement les filles, à poursuivre leurs études au-delà du niveau secondaire.

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Tous les encouragements possibles sont donnés, à cet égard, aux élèves de Papua et de la Nouvelle-Guinée. Des facilités existent dans tous les domaines de l'instruction et il suffit qu'un enfant ayant terminé ses études secondaires obtienne les qualifications nécessaires pour aller au-delà dans un domaine ou dans un autre, et cela dépend de ses qualifications. Il n'est pas nécessaire que tous les enfants aient les qualifications requises pour entreprendre des études universitaires. Il y a toutes sortes de facilités disponibles dans le domaine technique pour lequel un niveau d'enseignement sensiblement plus bas suffit. Des bourses sont octroyées par l'administration dans tous ces domaines et tout enfant néo-guinéen désirant poursuivre ses études peut le faire sans aucun frais.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je reviens de nouveau sur la déclaration faite par le représentant de l'UNESCO au cours de la trentième session de ce Conseil. Il a dit notamment :

"Le rapport fait ressortir le fait que les élèves autochtones ayant les connaissances et les capacités suffisantes peuvent fréquenter les écoles du type 'A' - dont les programmes sont les mêmes que ceux des écoles australiennes - mais nous voyons que 136 élèves autochtones seulement sont inscrits à l'heure actuelle. Il faut noter que le nombre des écoles de ce type est trop faible par rapport au nombre des élèves dans le Territoire, et que le nombre de ces écoles n'a pratiquement pas augmenté, puisqu'on en comptait 31 en 1959 et qu'on en relève 33 en 1962. Le rapport indique cependant que l'objectif suivi est l'intégration finale des deux types - 'A' et 'T' - avec un programme différent spécialement conçu pour les élèves autochtones. (T/PV.1215, p. 4/5)

Je voudrais savoir si quelque chose a été fait, depuis la dernière session du Conseil pour remédier à la situation décrite dans le paragraphe que je viens de lire.

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Le nombre des écoles a été augmenté dans des mesures considérables depuis ce moment-là. Comme je crois l'avoir déjà expliqué à la représentante du Libéria, vendredi dernier, les écoles au niveau primaire ne sont séparées qu'en raison des difficultés éprouvées par les élèves autochtones du fait qu'ils sont désavantagés sur le plan de la langue anglaise. Comme je l'ai exposé, il leur faut deux ou trois ans pour rattraper les autres étudiants. Cette situation crée un retard initial et ce n'est réellement qu'à partir du niveau secondaire que les élèves autochtones peuvent suivre le même programme que les enfants venant d'outre-mer. Je ne puis donner pour le moment le nombre exact des écoles qui ont été intégrées au même niveau, mais je serai heureux de donner ce renseignement un peu plus tard à la représentante du Libéria.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais poser maintenant une question touchant le progrès social. Dans le document préparé par le Secrétariat au sujet du Territoire de la Nouvelle-Guinée nous lisons :

"Dans le rapport examiné, l'Autorité administrante déclare que la révision de la législation du Territoire effectuée en vue d'en supprimer les dispositions impliquant une discrimination raciale est presque achevée. A part des dispositions particulières visant à garantir le bien-être de certaines personnes dans des situations déterminées ou à assurer le respect de leurs coutumes, ces lois s'appliqueront également à tous les habitants du Territoire lorsque la législation aura été votée par le Conseil législatif."
(T/L.1071, par. 33)

Le Représentant spécial pourrait-il m'expliquer la teneur de ce paragraphe.

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : A l'origine, la législation contenait certaines dispositions qui n'avaient qu'un caractère de bien-être. Elles avaient pu être jugées discriminatoires mais ne figuraient dans la législation que pour protéger la population elle-même. Cependant, je suis heureux de pouvoir dire à la représentante du Libéria qu'au cours des 12 derniers mois ces dispositions ont été retirées de la législation du Territoire et je crois, comme je l'ai souligné vendredi dernier, que d'autres lois additionnelles ont été promulguées afin de s'assurer qu'aucune discrimination n'est plus pratiquée sur le Territoire.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : A la page 49 du texte anglais du rapport de l'Autorité administrante, on lit ceci, au sujet des investissements étrangers dans le Territoire sous tutelle :

"Onze compagnies étrangères... ont été enregistrées et sept ont disparu portant à 140 le nombre des compagnies étrangères opérant sur le Territoire à la date du 30 juin 1963. Quatre vingt-une de ces compagnies ont été constituées en Australie, 26 en Angleterre, 4 en Nouvelle-Zélande, 23 sur le Territoire du Papua, 1 au Canada, 1 à Hong-kong, 3 aux Etats-Unis d'Amérique et 1 en Hollande. Plusieurs de ces compagnies travaillent par l'intermédiaire d'agents."

Et voilà maintenant le passage qui m'intéresse :

"Le plus souvent, la compagnie locale et le montant exact du capital investi dans le Territoire ne sont pas connus. Aucun renseignement ne peut être obtenu indiquant le volume des profits qui demeurent dans le Territoire."

Il me semble que c'est là une question sérieuse, à savoir que dans un territoire qui a un urgent besoin d'être développé économiquement, il existe des compagnies dont le montant des capitaux investis est inconnu; de plus, d'après la déclaration faite ici, on ne sait pas non plus quelle est la part des dividendes qui restent sur le Territoire. Je me demande quelle explication l'Autorité administrante peut nous donner à ce sujet en nous indiquant quelles mesures pourraient être prises pour remédier à la situation décrite plus haut.

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Toutes les compagnies opérant sur le Territoire de la Nouvelle-Guinée, qu'elles soient étrangères ou locales, sont obligées de se faire enregistrer en vertu de la Companies Ordinance et elles doivent également déclarer en même temps le chiffre du capital sur lequel elles vont travailler. Je ne pense pas pouvoir pour le moment expliquer davantage ce paragraphe, mais je crois qu'il serait extrêmement difficile, dans le cas d'un capital nominal total de 43 millions de livres, de savoir le montant exact du capital utilisé par chaque compagnie.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je ne suis pas particulièrement intéressée par le fait de déterminer la part qui doit rester sur le Territoire, contre celle qui en sortira et le paragraphe en cause nous indique qu'il n'y a aucun renseignement à ce sujet. La question est la suivante : L'Administration a-t-elle l'intention de prendre des mesures pour remédier à cette situation?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Toutes les compagnies opérant sur le Territoire, sont tenues de préparer des bilans annuels et une surveillance étroite est exercée sur tous les capitaux et autres exportations du Territoire.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je ne suis pas sûre d'avoir reçu une réponse à la question que j'ai posée, mais je voudrais demander au représentant de l'Administration de bien vouloir examiner cette question particulière de façon que dans le prochain rapport sur le territoire, il puisse être en mesure de nous donner des chiffres sur les dividendes qui sont obtenus dans le territoire ou qui y restent, par comparaison avec ceux qui sont exportés à l'étranger.

A la dernière réunion du Conseil, les membres de ce dernier se sont montrés très préoccupés de la question du développement économique du Papua et de la Nouvelle-Guinée. D'après la lecture du rapport, je constate qu'il existe une Organisation de recherches scientifiques et industrielles du Commonwealth dans le territoire. Malgré cela, je crois que les représentants de la Banque internationale pour le développement et la reconstruction se sont rendus sur place. Je me demande si le Représentant spécial est en mesure de nous donner quelques indications en ce qui concerne le travail effectué par ces deux groupes.

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : L'Administration de la Nouvelle-Guinée a sans cesse recours à l'Organisation de recherches scientifiques et industrielles du Commonwealth pour procéder, en son nom, à des enquêtes dans le territoire. Les résultats de ces enquêtes font l'objet de rapports très approfondis de la part des départements de l'agriculture, en particulier, et des eaux et forêts. Les renseignements qui en découlent sont utilisés pour promouvoir le progrès du territoire dans divers domaines de l'agriculture et du développement forestier. Ces enquêtes ont trait également à nombre d'autres domaines, tels que l'étude des sols et les recherches géologiques.

Je regrette de ne pas avoir de renseignements très précis touchant les différents rapports présentés par l'Organisation de recherches scientifiques industrielles du Commonwealth, mais elle fournit au moins un rapport par an, c'est un document très détaillé qui couvre plusieurs régions du territoire. Depuis dix ans, cette organisation opère dans le territoire et soumet chaque année un rapport relatif à une région donnée du pays. Je peux certifier qu'il reste seulement à l'heure actuelle deux régions du territoire qui n'ont pas encore fait l'objet d'enquêtes. Ces dernières ont contribué de façon substantielle au développement agricole du territoire.

M. Toogood

En ce qui concerne l'enquête de la Banque mondiale, je regrette de ne pas être, pour le moment, en mesure de donner des renseignements en la matière, car le rapport de la Banque n'a pas été encore soumis au Gouvernement australien.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) ; Je voudrais demander au représentant spécial de se reporter à la page 13 du rapport de l'Administration et à la déclaration suivant laquelle parmi les minerais, seul l'or a une importance sur le plan économique dans le territoire. Pourrait-il nous dire, en termes monétaires, quel est le montant approximatif des exportations d'or.

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : L'extraction de l'or, dans tout le territoire, a diminué depuis quelques années, et devient maintenant peu rentable pour les grandes compagnies. Depuis 1948, l'Administration s'efforce d'encourager les habitants de la Nouvelle-Guinée à extraire de l'or, et chaque année un volume assez important de minerai d'or est retiré du sol. Le chiffre approximatif, à l'heure actuelle, des extractions d'or est de 650 000 livres; et environ 500 000 mineurs autochtones produisent un cinquième de la production totale d'or. Le chiffre de production a augmenté depuis 1949; à cette époque il était de 1 200 livres et il varie actuellement de 130 000 à 650 000 livres environ.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais maintenant aborder la question de la terre dans le domaine économique. Si je me souviens bien, on nous a dit qu'il existait de grandes surfaces de terre en réserve dans le territoire, représentant peut-être un million ou un peu plus d'un million. Je voudrais savoir si cette terre a été réservée pour des raisons particulières plutôt que d'être distribuée parmi les autochtones en vue du développement de l'économie agricole. Comme vous le savez, l'avenir du territoire dépend de l'agriculture.

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Très peu de terre a été réservée ou mise de côté en ce sens. La seule raison de réserver des terres dans le territoire est de prévoir une installation ultérieure de la population autochtone ou autre pour la plantation de parcs, l'établissement d'installations forestières et la conservation des forêts. Ce sont les seules raisons que l'on peut invoquer et, comme je l'ai dit dans ma déclaration liminaire, les autochtones ne possèdent que 2,46 p. 100 de la superficie totale des terres en Nouvelle-Guinée.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : La dernière mission de visite qui s'est rendue dans le territoire a soulevé la question des propriétés individuelles et des parcelles de terrains appartenant à des propriétaires privés. Elle a mis particulièrement l'accent sur ce point parce qu'elle a estimé qu'il s'agit là d'une forme permettant à l'agriculture de se développer, étant donné que la population est surtout composée d'agriculteurs. Je voudrais savoir si l'Autorité administrante s'est rendue compte de ce fait et si elle a réalisé quelques progrès dans ce domaine.

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je suis heureux de pouvoir dire à la représentante du Libéria que des progrès importants ont été réalisés dans ce sens. Des lois nouvelles concernant la terre traitent de ce point et stipulent que la conversion de la propriété sera facilitée. C'est pourquoi la législation comprend la Tenure Conversion Ordinance, la Titles Registration Ordinance et la création d'une commission des titres de propriétés ayant pour tâche d'établir les titres fonciers conformément aux vœux de la population.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais poser encore deux questions dans le domaine économique. J'aimerais savoir si l'Administration a établi quelque plan ou programme prévoyant que les terres qui semblent stériles dans le territoire seront améliorées et s'il existe un programme prévoyant l'instruction des populations autochtones en vue de leur permettre de passer de l'agriculture de subsistance au niveau des cultures commerciales.

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : En réponse à la première question, l'Administration s'efforce continuellement d'améliorer les terres considérées comme stériles ou inutilisables à l'heure actuelle en vue du développement agricole. Un plan de cette nature vient d'être mis en oeuvre dans la vallée de Wagi dans les hauts plateaux occidentaux où 15 000 acres de terres sont maintenant mises en culture. Un plan d'assèchement a été entrepris à cet effet. Nous espérons que ce programme sera couronné de succès et que les terres ainsi asséchées pourront être mises en culture, ce qui permettra de mettre en oeuvre un plan important de réinstallation dans la région.

La réponse à la deuxième question, c'est que l'Administration, grâce à son programme de formation agricole dont j'ai parlé auparavant, s'efforce d'améliorer la capacité agricole de toute la population du Papua et de la Nouvelle-Guinée. Des centres de vulgarisation agricole sont établis dans tout le territoire. A l'heure actuelle, il en existe quelque 60, en plus des nombreuses stations agricoles.

C'est là le but poursuivi par l'Administration au cours des trois dernières années, à savoir la formation de 15 000 fermiers environ par an. Les cours durent 12 mois; c'est un enseignement complet qui s'occupe surtout de l'aspect pratique de l'agriculture; il traite de problèmes du genre de ceux que le villageois moyen risque de rencontrer quotidiennement dans la mise en valeur de son potager.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Existe-t-il un plan bien établi pour le développement économique, sous forme de programmes et de dates? Par exemple, est-il possible de dire que, sur une période de cinq ans, tel ou tel programme a été mis sur pied et tels sont les objectifs? Existe-t-il un tel programme?

M. TOCGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il existe des plans de trois ans, de cinq ans et de dix ans. Le Ministère de l'agriculture et le Ministère des forêts, conjointement et en association avec le Ministère du commerce et de l'industrie, suivent l'exécution de ces plans d'année en année. L'importance de la mise à exécution des futurs plans dépend du progrès accompli au cours de chaque année particulière.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le représentant de l'Autorité administrante a parlé des campagnes électorales en disant qu'elles constituaient une entreprise gigantesque. Il a insisté sur les difficultés présentées par ces campagnes et, plus spécialement, sur les difficultés innombrables présentées par ce problème en général. Il a beaucoup parlé à ce sujet mais il a également omis un certain nombre de choses. C'est pourquoi je voudrais poser une série de questions au représentant de l'Autorité administrante et au Représentant spécial.

On nous a dit que des élections ont eu lieu, qu'une assemblée de 64 membres a été élue. Sur ces 64 membres, 38 seulement sont des représentants autochtones. Ceci m'incite à poser la question suivante : quelle est la majorité requise pour l'adoption des lois? Est-ce une majorité simple ou une majorité des deux tiers qui est prévue pour l'adoption des lois dans la Chambre d'assemblée?

M. TOCGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : En réponse à la question posée par le représentant de l'Union soviétique, je dirai qu'il s'agit d'une majorité simple.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Si un projet de loi est adopté par la majorité de l'assemblée, devient-il loi automatiquement, ou doit-il, pour entrer en vigueur, être approuvé par l'administrateur du territoire, par le Gouvernement australien ou par le Parlement?

M. TOCGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Une loi adoptée par l'assemblée doit ensuite recevoir l'agrément de l'administrateur, dans certains cas, du gouverneur général de l'Australie dans d'autres cas. C'est la procédure parlementaire normale dans le Commonwealth d'Australie.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Et si la loi n'est pas approuvée par le gouverneur, qu'arrive-t-il? Quelle est la procédure à suivre à ce moment-là?

M. TOCGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Le gouverneur général et l'administrateur ont tous deux le pouvoir de suggérer des amendements à toute loi adoptée par l'assemblée; ces amendements sont renvoyés à la Chambre, à sa prochaine session, pour plus ample examen.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Si la Chambre d'assemblée repousse ces amendements, quelle est la situation?

M. TOCGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Dans une circonstance semblable, si elle devait se présenter, la procédure se poursuivrait; les amendements seraient renvoyés à l'administrateur et de là à la Chambre d'assemblée.

Je dois ajouter que, dans l'intervalle, l'administrateur n'est pas en mesure d'adopter une autre législation sans l'approbation de la Chambre d'assemblée, car toute loi proposée par l'Administration doit recevoir l'appui d'une majorité du Parlement.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Quels sont les projets de loi que l'assemblée peut examiner et quels sont ceux dont elle ne peut pas discuter? Par exemple, l'assemblée a-t-elle le droit d'approuver le budget du territoire et la répartition des dépenses selon les différents chapitres du budget, ou bien doit-elle en référer également au gouverneur général?

M. TOCGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Tous les textes législatifs, quels qu'ils soient, promulgués dans le territoire doivent aller d'abord devant la Chambre d'assemblée. Celle-ci peut commenter, amender ou adopter les lois, le budget, etc. Une loi adoptée par la Chambre d'assemblée, comme cela a été précédemment indiqué, doit être acceptée ou repoussée par l'administrateur ou le gouverneur général.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : L'assemblée a-t-elle le droit d'examiner les questions touchant aux relations extérieures, c'est-à-dire les relations entre le territoire et des pays étrangers, les questions concernant la défense, les questions du commerce extérieur, etc., ou bien ces questions restent-elles du ressort des autorités australiennes.

M. TOCGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Toutes ces questions viendraient devant la Chambre d'assemblée, si cela était nécessaire. Cependant, le Gouvernement australien se réserverait le droit de porter lui-même cette question, par le truchement de l'administrateur, devant le Parlement.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je m'intéresse notamment à la question suivante : l'assemblée aurait-elle le droit de donner son avis sur la conclusion, par l'Australie, d'un accord sur la création de bases militaires étrangères ou l'admission de troupes étrangères dans le territoire?

M. MCCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : De telles questions ne sont pas normalement traitées par la législature du territoire. Si le représentant de l'Union soviétique a lu - comme, sans aucun doute, il l'a fait - l'Accord de tutelle, il a pu constater que l'Australie a pris, au sujet de ce territoire, les mêmes dispositions de défense qu'à l'égard du territoire australien lui-même.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Oui, j'ai lu cela. Mais ce qui nous intéresse maintenant, ce sont les activités de la future assemblée. J'ai demandé si la future assemblée aurait de tels pouvoirs.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : La réponse à la question s'applique au présent aussi bien qu'au passé. Il faut toujours la chercher dans l'Accord de tutelle.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais poser une autre question sur le même sujet. Quelles sont les lois qui ne sont pas approuvées par le Gouverneur général ou par Canberra? En existe-t-il?

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Comme l'a expliqué le représentant spécial, la procédure parlementaire australienne - qui est d'ailleurs semblable à celle de beaucoup d'autre pays - veut que tous les projets de loi adoptés par le Parlement soient soumis au Gouverneur général pour approbation ou désapprobation, y compris les projets de loi adoptés par le Parlement australien lui-même, qui reçoivent l'assentiment du Gouverneur général en tant que représentant de la Reine en Australie. C'est le même cas pour la législation territoriale. Le représentant spécial est à mon avis allé au fond des choses lorsqu'il a dit qu'en dépit de l'existence de cette clause - qui est, pourrais-je dire, une clause négative - l'administrateur n'a pas le pouvoir de mettre en vigueur une loi, sur le Territoire de la Nouvelle-Guinée ou sur le Territoire de Papua et de Nouvelle-Guinée, sans le consentement du Parlement. En d'autres termes, si l'Administrateur souhaite légiférer pour le territoire dont il est responsable, il doit s'assurer de l'appui de la majorité du Parlement du territoire. Comme nous le savons tous ici, cette majorité est une majorité élue et, non seulement cela, c'est une majorité autochtone élue. Il en découle que si ce pouvoir d'approbation, de désapprobation, d'approbation partielle ou autre - il y a différents degrés en cela - est confié au Gouverneur général et, dans certains cas, à l'Administrateur, il s'agit, comme je l'ai dit, d'une clause négative. Comme le représentant spécial l'a dit, si l'Administrateur veut mettre

M. McCarthy (Australie)

en vigueur une loi dans le territoire, il n'a d'autre possibilité que de revenir devant le Parlement et de convaincre la majorité autochtone élue qu'elle doit appuyer la procédure et adopter la loi par les procédures parlementaires.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je n'ai plus de questions à poser au sujet de l'Assemblée. Je voudrais seulement faire remarquer que le représentant de l'Autorité administrante a reconnu que les lois doivent être approuvées par le Gouverneur général et que c'est là un élément négatif. Ma question suivante est celle-ci : le Représentant spécial a indiqué que le Conseil de l'Administrateur a été élargi et comprend maintenant onze membres, et que ce Conseil sera composé de l'Administrateur, de trois membres nommés, le reste étant élu. Combien de Néo-Guinéens feront-ils partie du Conseil? Je voudrais savoir quelle est la composition actuelle du Conseil.

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il m'est difficile, à ce stade, de dire combien de ces membres seront des représentants autochtones. C'est à l'Administrateur qu'il appartient de choisir les membres de son Conseil et la clause de l'ordonnance prévoit que sept des membres seront des membres élus de la Chambre de l'Assemblée.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je regrette que le Représentant spécial ne puisse pas répondre à une question aussi simple.

Ma prochaine question est celle-ci : quelles fonctions aura le Conseil administratif? Sera-ce purement et simplement un organe consultatif pour le Territoire de Papua et de Nouvelle-Guinée?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le Conseil de l'Administrateur est un organe consultatif. C'est un lien entre le pouvoir exécutif et la législature. Il est envisagé d'étendre les activités du Conseil de l'Administrateur et de lui permettre de traiter de nombreuses questions politiques qui, dans le passé, étaient traitées par l'Administrateur lui-même. Il est également à noter que, dans la législation, bien des questions qui se sont posées ont été prévues. Une grande partie de la législation

M. Toogood

contient une clause prévoyant que l'Administrateur approuvera certaines choses dans le Conseil. Par exemple, le Décret sur les conseils de gouvernement locaux prévoit que l'Administrateur annoncera certains conseils au Conseil de l'Administrateur.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais quelques précisions sur ce point. Les décisions du Conseil de l'Administrateur sont-elles finales ou doivent-elles être approuvées par l'Administrateur du territoire?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : La plupart des décisions du Conseil de l'Administrateur seront ultérieurement soumises à la Chambre de l'Assemblée sous forme de projet de loi, pour approbation.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais demander un éclaircissement supplémentaire. Quelles règles et décisions administratives doivent-elles être approuvées par l'Administrateur et quelles sont celles pour lesquelles son approbation n'est pas demandée? En d'autres termes, si le Conseil décidait de prendre certaines mesures, quelles sont parmi ces mesures, celles pour lesquelles l'approbation de l'Administrateur serait requise? Je ne parle pas maintenant de projets de loi ou de décrets.

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Toutes les questions au sujet desquelles l'Administrateur a rejeté l'avis de son Conseil doivent être expliquées par lui à la Chambre de l'Assemblée.

M. MCCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Peut-être pourrais-je aider le représentant de l'Union soviétique et ajouter certains éléments à ce qu'a dit le représentant spécial en citant un passage du rapport annuel. A la page 26 de ce rapport, dans le paragraphe intitulé "Le Conseil de l'Administrateur", il est déclaré que le Conseil "a été créé ... pour conseiller l'Administrateur sur toutes les questions qu'il lui soumet et sur tous les autres points qui pourraient être prévus par le décret". Il est dit plus loin :

M. McCarthy (Australie)

"L'Administrateur n'est pas obligé de se conformer à l'avis du Conseil de l'Administrateur mais s'il n'agit pas conformément à cet avis pour une question où le pouvoir statutaire donné dans le cadre du décret peut être exercé par le Conseil de l'Administrateur ou par l'Administrateur, il doit faire, devant le Conseil législatif, pas plus tard qu'à la première séance de sa prochaine session, une déclaration exposant ses raisons ..."

Il s'ensuit - et ce n'est peut-être pas immédiatement apparent de la déclaration qui figure dans le rapport annuel - que le Conseil de l'Administrateur a été créé en grande partie pour maintenir l'Administrateur en contact constant avec les vues de la Chambre de l'Assemblée elle-même. Comme nous le savons tous, aucune organe législatif d'aucun de nos systèmes de gouvernements n'est continuellement en session. Il y a des moments où cet organe législatif, qu'il s'agisse d'un parlement, d'un congrès ou de toute autre assemblée, est en vacances.

M. McCarthy (Australie)

Une partie - et une très importante partie - de l'objectif du Conseil de l'Administrateur est de mettre l'Administrateur au courant des opinions et sentiments du Conseil lui-même au cours des périodes de vacances du Parlement ou lorsqu'il n'est pas facile de disposer d'une décision du Conseil.

En outre, si l'Administrateur n'agit pas conformément à l'avis de ce Conseil - qui a été créé précisément pour l'aider et dont il est prévu que la majorité des membres seront des membres élus de l'Assemblée parlementaire elle-même - il devra expliquer, devant le Parlement lui-même, pourquoi il a agi de la sorte; il devra présenter sa défense. Ceci est, d'une part, une garantie contre toute action arbitraire de l'Administrateur; en outre, cela décourage toute action arbitraire de l'Administrateur.

Si je vais un peu plus loin et me reporte à une observation faite il y a quelques instants par le représentant de l'Union soviétique, lorsqu'il regrettait que le Représentant spécial ne soit pas en mesure de répondre à une question très simple concernant la composition réelle et précise du Conseil de l'Administrateur, je dirai que cela n'est pas dû à une lacune quelconque dans les connaissances du Représentant spécial ou de la délégation australienne dans son ensemble; cela résulte simplement du fait qu'une décision n'a pas encore été prise à cet égard; lorsque cette décision sera prise à une date ultérieure et au moment opportun, le Conseil de tutelle et l'Organisation des Nations Unies seront informés de la composition du Conseil de l'Administrateur.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je n'ai pas encore reçu de réponse à la question qui m'intéresse et qui est la suivante : lorsque l'Assemblée adopte une loi, cette loi est approuvée par le Gouverneur général et se transforme en acte législatif; ensuite, l'Administration applique la loi; certaines règles sont élaborées conformément à cette loi. Est-ce que ces décisions et règlements doivent être soumis à l'Administrateur pour approbation, si le Conseil de l'Administrateur a décidé de prendre une mesure quelconque, ou non? Ou bien, le Conseil de l'Administrateur peut-il prendre une décision et cette décision est-elle automatiquement en vigueur? Lorsque le Conseil de l'Administrateur recommande de prendre telle ou telle mesure, ces mesures doivent-elles être soumises pour approbation à l'Administrateur du territoire?

M. MCCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je ne suis pas très certain que nous nous comprenions; je m'en excuse, mais il m'est encore assez difficile de comprendre le sens exact de la question du représentant de l'Union soviétique. Tel que je l'ai compris, il a demandé si le Conseil de l'Administrateur a ou non le droit ou l'obligation d'approuver ou de désapprouver une loi avant qu'elle ne passe à l'application. Ma réponse à cette question, comme je la comprends, est que ceci ne relève pas de la compétence du Conseil de l'Administrateur; cela est du ressort du Parlement. Les pouvoirs attribués à l'Administrateur en ce qui concerne une mesure quelconque peuvent, à sa discrétion personnelle, être ou ne pas être discutés avec le Conseil de l'Administrateur. Mais, en ce qui concerne les questions soumises au Gouverneur général pour approbation, ce n'est pas au Conseil de l'Administrateur à s'en occuper.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je comprends maintenant, je crois, la procédure en vigueur en ce qui concerne ce que je demandais.

Quelles sont les mesures prévues par l'Administration pour éliminer la discrimination et la composition discriminatoire de l'Assemblée parlementaire? quand les mesures prévues entreront-elles en vigueur?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Comme je l'ai expliqué tout à l'heure à la représentante du Libéria, il n'y a plus aucune pratique discriminatoire dans le territoire. Des dispositions de ce genre, qui ont pu exister autrefois dans la législation, ont été entièrement supprimées au cours des douze derniers mois. En outre, il a été promulgué une ordonnance - l'Ordonnance sur les pratiques discriminatoires - aux termes de laquelle des peines sévères sont prévues pour toutes les personnes qui pratiqueraient la discrimination dans le territoire.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Cette réponse ne concerne pas le fond de ma question, qui portait sur un autre point. J'ai reçu des renseignements sur la composition de l'Assemblée; j'ai des chiffres et ces chiffres montrent que trente-huit membres

M. Chokhov (UPCS)

de l'Assemblée législative seulement sont élus parmi les éléments autochtones de la population et que le reste des membres de l'Assemblée sont élus parmi les non-autochtones. Je comprends les difficultés rencontrées par l'Autorité administrante dans ce domaine.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Si le représentant de l'Union soviétique comprend la difficulté de l'Autorité administrante, je dois dire qu'il n'y a aucune difficulté à comprendre; comme le Représentant spécial l'a expliqué en détail et comme je l'ai exposé moi-même avec moins de détails, il y a au sein du Conseil de l'Administrateur dix sièges réservés, mais réservés à des candidats non indigènes et seulement sur le vœu précis et nettement exprimé de la population autochtone. En second lieu, les dix autres sièges du Conseil de l'Administrateur sont occupés par des fonctionnaires; j'ai moi-même indiqué, en passant, que ces dix membres représentent l'expérience et la connaissances les plus profondes de l'administration du territoire intéressé.

En outre, il doit être bien clair - j'admets qu'il est difficile de saisir le mécanisme exact de tout ceci lorsqu'on n'a pas travaillé étroitement et intimement dans cette administration - que ces dix sièges réservés sont pourvus, lors des élections, par la même population. Les élections se tiennent partout sur la base d'un électorat commun, du suffrage universel et de la règle "une voix par personne".

Enfin, il me paraît important de souligner encore une fois que, pour remplir les sièges qui ne sont pas réservés, six candidats non autochtones ont été élus, par une écrasante majorité de la population autochtone pour la représenter. En d'autres termes, comme la représentante du Libéria le faisait ressortir, il y a quelques jours, les aspirations de la population indigène en ce qui concerne sa propre représentation au sein du Parlement et sa volonté de choisir elle-même les représentants qu'elle considère, en dehors de toute question de race, comme étant les mieux qualifiés pour ces postes, ont été exprimées au sujet de ces sièges en particulier, sièges auxquels six candidats non autochtones ont été choisis grâce à des élections libres.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : L'Administration envisage-t-elle de transférer les pouvoirs aux conseils locaux dans certains domaines et de diminuer les pouvoirs de l'administrateur? Pourquoi l'administrateur a-t-il le droit de nommer un candidat quand celui-ci a déjà été élu? Pourquoi l'administrateur local a-t-il le droit de nommer un candidat déjà élu au Conseil local? Est-ce que cela ne revient pas à établir un contrôle sur les électeurs ou sur la composition des membres du Conseil?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais expliquer qu'un administrateur local, qui est le commissaire de district dans un district, a certains pouvoirs de coordination. Il doit avant tout procéder à cette coordination et assurer le bon fonctionnement des rouages administratifs sur place. De plus en plus, on constatera que les représentants élus à l'Assemblée assumeront les diverses fonctions au niveau du district en portant les questions devant l'Assemblée. Toutefois, à l'heure actuelle, il n'y a pas chevauchement des responsabilités dans les districts car la fonction principale du commissaire de district ou de l'administrateur local est une fonction de coordination.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Pourquoi la composition des conseils consultatifs locaux, ainsi que leurs rapports avec la population, sont-ils fixés arbitrairement et non pas sur la base des vœux de la population elle-même?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Les organes consultatifs locaux sont des conseils consultatifs de district qui ont été reconstitués par l'Administration pour créer une majorité de membres autochtones. Ces organes conseillent le commissaire de district et, à travers lui, l'Administrateur, sur toutes les questions de caractère local. L'Administrateur peut ensuite prendre des mesures pour porter n'importe quelle question devant l'Assemblée ou devant un service quelconque, lorsqu'il s'agit d'un point d'administration locale. On envisage que, le moment venu, ces conseils consultatifs seront également liés aux activités des membres élus de l'Assemblée.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais savoir quel est le pourcentage de membres autochtones dans les conseils locaux.

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Ce pourcentage varie selon les districts, mais dans un conseil de 20 membres, il doit y avoir au moins 11 autochtones.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La proportion serait donc de 11 sur 20?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Oui. La condition fondamentale est qu'il y ait une majorité de 11 dans un conseil de 20 membres.

M. MCCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : J'ai demandé la parole pour éviter qu'il y ait malentendu dans l'esprit du représentant de l'Union soviétique en ce qui concerne ces conseils et les conseils locaux de gouvernement. Les conseils locaux de gouvernement eux-mêmes qui, comme nous l'avons expliqué ici, représentent près d'un million d'habitants au Papua et en Nouvelle-Guinée, sont élus uniquement par la population elle-même pour exercer des fonctions de gouvernement local d'une portée de plus en plus grande. Les conseils consultatifs mentionnés par le représentant de l'Union soviétique ont été créés pour conseiller les chefs locaux des districts, les dirigeants responsables de l'administration du district, lorsqu'il s'agit de questions intéressant un district particulier. Le but de l'Administration était de compter, dans les conseils consultatifs qui se réunissent et conseillent les chefs de l'Administration, les hommes des deux races les plus qualifiés pour s'acquitter de cette tâche.

En outre, à propos du point que vient d'expliquer le représentant spécial, il convient de se rappeler que l'on prévoit une majorité autochtone dans ces conseils consultatifs, distincts des conseils locaux, mais que la majorité n'est pas nécessairement de 11 sur 20. Elle peut être, et sera dans bien des cas, en proportion avec la population du district et la possibilité d'obtenir l'avis d'experts dans toutes les sections de la population, indépendamment de la race. Le chiffre cité par le représentant spécial était le chiffre minimum.

M. CHAKIOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le représentant de l'Australie pourrait-il faire des commentaires sur les articles parus dans la presse, en particulier dans le Sydney Morning Herald du 17 mars 1964, où il y est dit que la Nouvelle-Guinée n'accédera à l'indépendance que lorsque l'Australie aura pu obtenir du Parlement de la Nouvelle-Guinée la conclusion d'un traité qui garantirait les intérêts stratégiques australiens dans cette région?

M. MCCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Le Gouvernement australien n'a fait aucune déclaration de ce genre, pas plus que ses porte-parole ici. Je ne suis pas nécessairement au courant des articles qui ont ou n'ont pas paru dans le Sydney Morning Herald ou dans tout autre journal, ni de la façon de penser de l'auteur d'un tel article. Je dois avouer en toute franchise que je ne m'intéresse pas particulièrement aux articles de presse. Je m'intéresse à la politique du Gouvernement australien et aucune déclaration de ce genre n'a jamais été faite en tant que déclaration de politique par le Gouvernement australien. Je pense que nous pouvons mettre un tel article dans la catégorie des spéculations journalistiques.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : A la fin de sa déclaration, le représentant spécial a parlé de la détermination de l'administration australienne d'octroyer l'autonomie ou l'indépendance à la Nouvelle-Guinée. Cependant, il n'a pas dit quand l'autorité administrante se propose d'appliquer les dispositions de la Déclaration au territoire et de permettre à la population de ce territoire de déterminer son propre destin et de diriger ses affaires. Aucune réponse n'a été donnée à cette question et aucune allusion n'y a même été faite.

M. MCCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je crois que le représentant de l'Union soviétique commet une erreur ici. Le représentant spécial et moi-même, si je ne me trompe, avons fait de fréquentes références à la question dont il s'agit. La réponse, bien entendu, c'est que l'autonomie sera accordée au territoire de la Nouvelle-Guinée conformément aux vœux librement exprimés de la population elle-même. Cela veut dire : de la population de la Nouvelle-Guinée. Il ne s'agit pas des vœux exprimés par la population de la l'Australie; il ne s'agit pas des vœux exprimés dans tout autre pays ni même par tout autre groupe, pas même aux Nations Unies. Cela signifie la volonté librement exprimée de la population de la Nouvelle-Guinée elle-même.

Cette volonté est exprimée - elle est le mieux exprimée - par une assemblée démocratiquement élue, représentant toute la population et nommée sur la base de "un homme, une voix", indépendamment de la couleur, de la croyance ou de la race. Telle est la situation actuelle. Cette assemblée parlera au nom de la population lorsqu'elle le désirera.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Il me semble que cette réponse a une nuance ironique. Le représentant de l'Australie venait de dire que toutes les lois proposées par l'Assemblée législative sont soumises à l'approbation du Gouverneur général. On peut se représenter de quelle liberté dispose la population de la Nouvelle-Guinée.

Dans son intervention, le représentant spécial s'est référé à une déclaration de l'ancien ministre des territoires qui, devant le Parlement australien, a parlé d'un projet de loi sur le nouveau Parlement et a dit : "Il faut donner aux membres du Parlement l'occasion de se familiariser avec les procédures administratives et parlementaires et, pour leur donner cette expérience, il faut désigner des ministres adjoints. Je voudrais savoir quand ces nominations seront faites.

M. Chakhov (URSS)

Si le représentant spécial ou le représentant de l'Australie ne peut donner une date précise, peut-être pourrait-il donner une date approximative.

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je ne suis pas certain d'avoir bien compris la question du représentant de l'Union soviétique. Toutefois, je crois qu'il a parlé de la nomination de sous-secrétaires à l'Assemblée législative. Dans ce cas, la réponse est que les sous-secrétaires seront nommés à l'ouverture de l'Assemblée, le 8 du mois prochain.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le représentant spécial a dit que, récemment, on est parvenu à une étape très importante du progrès dans le domaine de la fonction publique. Il a ajouté qu'il y a maintenant approximativement 1 250 membres autochtones de la fonction publique. Pourrait-il nous dire quelle est leur répartition dans les différents services du territoire?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : La fonction publique comprend plusieurs divisions. Nous avons la première, la deuxième et la troisième divisions, ainsi qu'une division auxiliaire ou division de formation. Le nombre des fonctionnaires autochtones, cette année, a atteint 136 dans les première, deuxième et troisième divisions, alors qu'il était de 113 l'année dernière. Il y a aussi 32 employés autochtones temporaires. Dans la division auxiliaire, il y a 893 permanents et 180 employés temporaires.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je n'ai pas reçu de réponse à ma question. Ce n'est pas cela qui m'intéresse. Dans le territoire, il y a des départements. Nous ne savons pas combien : 16 ou 24. Je ne me rappelle pas combien il y en a. Peut-être est-ce 16; mais on nous a dit aussi qu'il y en avait 10. En tout état de cause, ma question est la suivante : combien y a-t-il d'autochtones à la tête de ces départements?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Pour l'information du représentant de l'Union soviétique, je dirai que, pour le moment, il n'y a pas d'autochtones à la tête des départements de la fonction publique. Cela demande une longue formation. Le but de l'administration est d'avoir des autochtones dans la fonction publique aussi rapidement qu'il sera possible. Il y a

M. Toogood

déjà 27 fonctionnaires de patrouille, soit au travail, soit en formation. Ces fonctionnaires, d'étape en étape, pourront atteindre les postes de direction d'une division. Cela s'applique à toutes les divisions de l'administration. Les fonctionnaires des postes inférieurs sont formés pas à pas pour arriver au sommet.

M. CEAKEOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : J'ai maintenant reçu la réponse à ma question. La suivante est celle-ci : s'il n'y a pas de représentants de la population autochtone dans les postes supérieurs des divisions, le représentant spécial peut-il nous dire combien il y a d'autochtones occupant les postes de directeur adjoint, de chef adjoint de district, d'adjoint de chef de département, dans l'administration régionale?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Il n'y a pas de tels assistants, mais l'Administration a déjà pris des dispositions pour en nommer auprès des chefs de départements et auprès des chefs de divisions. En fait, tous les fonctionnaires responsables en ce moment ont une "doubleure" qui est un membre autochtone.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je reviens sur ma question précédente. Le représentant de l'Autorité administrante nous a expliqué l'organisation de la fonction publique. Voilà ce qui m'intéresse toute particulièrement : dans le chapitre IV du rapport on nous dit que la fonction publique est divisée en quatre sections. Je voudrais savoir quelle est l'importance relative de chacune de ces divisions, quelles sont ses fonctions? Ceci est ma première question.

Ma deuxième question est celle-ci : Quelle est la proportion des autochtones dans chacune de ces divisions, c'est-à-dire combien y a-t-il d'autochtones dans la première division notamment? Y a-t-il une différence entre les Australiens et les autochtones en ce qui concerne les émoluments afférents à chaque division?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Quoi que j'ai eu certaines difficultés à suivre la question du représentant de l'Union soviétique, je crois comprendre qu'il demande des éclaircissements quant à l'importance relative des divisions. Il n'y a pas une grande différence entre les divers départements de l'Administration, cependant la fonction publique elle-même comprend quatre divisions : la première division est celle des chefs de départements; la deuxième comprend les fonctionnaires supérieurs de l'Administration; la troisième groupe des fonctionnaires d'un rang inférieur; et la quatrième, division auxiliaire est une division de formation qui peut fournir des fonctionnaires à chacune des autres divisions, pourvu que le fonctionnaire fasse preuve des qualifications requises. Il n'y a pas de différence fondamentale du point de vue émoluments entre les fonctionnaires autochtones et ceux qui ne le sont pas, mais les fonctionnaires qui viennent de l'étranger reçoivent une allocation spéciale au-delà du salaire normal.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je n'ai pas reçu de réponse à l'une de mes questions qui était la suivante : Quel est le pourcentage absolu des autochtones dans chacune des divisions et, en particulier, dans la première?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je regrette de ne pas pouvoir donner des chiffres détaillés pour chacune d'elles, mais il y a environ 1 200 autochtones dans les services publics à l'heure actuelle et les fonctionnaires permanents des première, deuxième et troisième divisions sont au nombre de 168, ce qui, avec les chiffres que j'ai cités précédemment en ce qui concerne la division auxiliaire, nous donne 1 173 personnes.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Combien de postes de juges de toutes les instances y a-t-il dans le Territoire, et dans quelle proportion la population indigène occupe-t-elle ces postes ou dans quelle mesure est-elle préparée à occuper ces fonctions?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il n'y a actuellement dans le Territoire aucun magistrat qui appartienne à la population autochtone. Cependant, l'un d'entre eux étudie actuellement le droit et en est à la troisième année de ses études à l'Université de Sidney.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais passer maintenant à une autre catégorie de questions, celles qui ont un caractère politique.

Le Représentant spécial nous a dit que l'on avait établi deux stations de radiodiffusion destinées à informer la population autochtone. Une attention toute spéciale a été apportée aux programmes agricoles destinés aux écoles. On nous a dit que l'on s'était attaché à parler non seulement du mécanisme des élections pour la formation des électeurs, mais aussi du fond des questions politiques. Je voudrais savoir si l'on a organisé des programmes de radiodiffusion à l'intention des populations en ce qui concerne l'application de la Déclaration de l'Assemblée générale aux pays et aux peuples coloniaux? Combien y a-t-il eu de programmes de ce genre, en particulier combien ont été prévus à l'intention des écoles et à celle des populations locales?

M. TCOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Je regrette de ne pouvoir dire au représentant de l'Union soviétique, combien de programmes existent très exactement. Il y en a de nombreux qui sont diffusés toutes les semaines, tous les jours et qui sont transmis à tous les organes intéressés, en particulier aux groupes locaux par lesquels un certain nombre d'informations relatives aux Nations Unies sont diffusées.

En ce qui concerne la Déclaration à laquelle le représentant de l'Union soviétique a fait allusion, je ne peux pas lui dire exactement combien de fois il y a eu des émissions à ce sujet, mais je peux l'assurer que cela a été fait à diverses reprises.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : J'ai sous les yeux le rapport du Secrétaire général sur la "Diffusion, dans les Territoires sous tutelle, des renseignements sur l'Organisation des Nations Unies et le régime international de tutelle" (document T/1623). Ce texte comprend une section relative à la Nouvelle-Guinée. On y trouve une description détaillée des programmes de toutes les émissions radiophoniques qui ont été préparées dans le territoire et l'endroit où elles ont eu lieu. J'ai vu qu'il y avait là beaucoup de renseignements mais on ne parle cependant pas du tout de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Je pense que ce n'est donc pas par hasard que le Représentant spécial n'est pas en mesure de répondre à ma question. Il devrait cependant savoir que c'est là un point qui intéresse l'Organisation des Nations Unies et il faudrait qu'il soit en mesure de nous renseigner.

M. MCCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Avec tout le respect que je dois à mon collègue soviétique, je crois que c'est demander un peu trop au représentant spécial, en raison du fait que les émissions de radio sont diffusées constamment, chaque jour, tout au long de l'année et traitent de différentes questions générales dont s'occupent particulièrement les Nations Unies. Ces émissions ont lieu quotidiennement et même plusieurs fois par jour, non seulement en ce qui concerne l'Australian Broadcasting Commission Station mais aussi la station de radiodiffusion de l'Administration dont nous avons déjà parlé, et c'est je crois exiger un peu trop, comme je l'ai dit, de s'attendre à la mention de références aussi précises.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je ne peux être d'accord avec la déclaration du représentant de l'Autorité administrante suivant laquelle le représentant de l'Union soviétique demande un peu trop. Il s'agit d'une question inscrite à l'ordre du jour des Nations Unies; je n'ai fait que me référer à un document qui décrit très en détails toutes les informations touchant les Nations Unies qui sont transmises dans le territoire, et je me suis borné à dire que parmi tous ces détails, il n'y a pas un mot mentionnant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. J'ai posé une question relative aux programmes de radiodiffusion. Je voudrais aussi poser une question en ce qui concerne la diffusion de renseignements ayant trait à la Déclaration des Nations Unies. On m'a déjà répondu sur ce point, mais à ce sujet, je voudrais savoir si la Déclaration a été traduite dans les langues locales?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Peut-être le représentant de l'Union soviétique ne voit-il pas, en dépit de ce que j'ai dit tant dans ma déclaration liminaire qu'au cours de plusieurs interventions vendredi dernier, que dans le territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée nous avons 706 langues différentes et plus de 2 000 dialectes divers, et cela pour une population d'environ 2 millions d'habitants. Ce serait un travail pratiquement impossible que de tenter de faire une traduction dans toutes ces langues. De très grands efforts ont été déployés pour traduire la plupart des documents des Nations Unies dans de nombreuses langues vernaculaires locales du territoire;

M. Toogood

d'autre part, on continue de procéder à ces traductions dans les langues courantes - le pidgin en Nouvelle-Guinée et le motou au Papua - de même qu'à la distribution de ces documents en anglais. Ces informations sont alors distribuées dans les écoles, les conseils de gouvernement local, les associations d'agriculteurs, les cercles sportifs et sociaux, et cette diffusion à la population est extrêmement généralisée dans tout le territoire. La déclaration toute particulière à laquelle s'est référé le représentant de l'Union soviétique a été diffusée en anglais dans tout le territoire de la Nouvelle-Guinée.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Peut-être pourrai-je ajouter quelque chose à ce qu'a dit le représentant spécial. Nous avons reçu plusieurs milliers d'exemplaires de cette Déclaration en anglais et comme je l'ai déjà expliqué auparavant, ils ont été diffusés dans tout le territoire en grande quantité. On les a distribués dans les écoles, dans les quartiers généraux de chaque district, dans tous les postes de patrouille et les conseils de gouvernement local. Je crois avoir mentionné l'année dernière qu'en ce qui concerne les écoles, j'ai été personnellement très impressionné au moment de ma visite au Centralized Teachers' College de Port Moresby, de voir un exemplaire encadré de la Déclaration pendu au mur du vestibule pour que tous les élèves puissent en prendre connaissance. C'est ainsi que ce document a été vraiment diffusé de façon très large.

Peut-être serait-il pertinent à ce propos d'observer que la façon habituelle, depuis plusieurs siècles - en réalité depuis des milliers d'années - de procéder à la diffusion des renseignements de toutes sortes dans le territoire a été la transmission par voie orale. Une fois qu'un texte d'information est absorbé par une ou deux personnes, les renseignements qu'il contient passent de bouche à oreille pratiquement dans tous les secteurs de la population du territoire, car ces gens consacrent beaucoup de temps à parler et sont habitués à ce genre d'information orale. En d'autres termes, comme je le dis, la diffusion de ce document particulier a été réalisée de façon très large dans tout le territoire.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : J'ai écouté la réponse du représentant spécial. Il me semble qu'il y a une certaine ironie à dire que, du moment qu'il existe 706 langues dans le territoire, il est difficile de traduire la Déclaration dans chacune d'entre elles. Mais je me souviens que, dans son intervention au début de la séance, il a parlé de deux langues, le pidgin mélanésien et le motou. Le document présenté par le Secrétariat que je viens de mentionner nous dit que certains documents des Nations Unies sont publiés dans ces deux langues, pidgin et motou. Pourquoi n'aurait-on pas pu traduire la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux dans les deux langues en question?

M. MCCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Le document a été traduit dans la lingua franca, mais sous deux aspects assez restreints à savoir le motou et le pidgin mélanésien. La diffusion de ces documents, dont j'ai vu personnellement la préparation et dont j'ai eu l'occasion de discuter la mise au point avec les fonctionnaires du Department of Information and Extension Services, n'a pas été généralisée dans ces deux langues pour un certain nombre de bonnes raisons. Tout d'abord, comme je l'ai dit, la distribution du document en anglais a été très importante, si bien que la diffusion en motou ou en pidgin n'est vraiment pas très nécessaire. Je vous ai déjà dit que cette information, comme les autres, se transmet de bouche à oreille. En second lieu, les gens qui s'intéressent particulièrement à ce document et qui, de par leur instruction, sont plus à même de comprendre ses implications, sont les personnes qui peuvent disposer du texte anglais de tous les documents, le comprendre et l'assimiler. Ce sont là les gens qui sont intéressés par ces documents et qui les transmettent. En troisième lieu, et c'est là une difficulté très réelle, les documents des Nations Unies tels que la résolution 1514 (XV) contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, sont extrêmement difficiles à traduire dans des langues aussi primitives, dirai-je, que le motou et le pidgin. Aucun de ces deux dialectes n'est une langue en soi. Chacun d'entre eux est tout simplement une version d'une langue plus généralement parlée. Le motou, par exemple, - plus exactement appelé motou de la police - n'est qu'une simplification de l'un

M. McCarthy (Australie)

des langages courants du Papua, la langue motou, facile à apprendre, en raison de sa grande simplicité, par un nombre relativement important d'habitants; c'est pourquoi on l'a utilisé, mais seulement de façon restreinte, comme lingua franca au Papua. Il n'a jamais été parlé dans le territoire sous tutelle. Le pidgin mélanésien est un dérivé de même nature, ce n'est pas de l'anglais, c'est une langue originale. Elle n'est rien d'autre qu'elle-même mais elle représente une langue extraordinairement imprécise, qui se rapporte à la vie quotidienne de la population; c'est une langue qui se développe à son gré et qui est d'une telle simplification que j'ai connu des personnes venant de l'intérieur, qui ne parlaient pas l'anglais et ne se servaient que de leur propre langue locale, mais qui étaient capables de s'exprimer en pidgin mélanésien et de comprendre celui-ci en l'espace de quelques semaines.

M. McCarthy (Australie)

Le simple fait que cet anglais - mélanésien ou autre - peut être parlé par n'importe qui, même par des personnes aussi simples, est, dans ces conditions, une preuve de ce que j'appellerais la nature simpliste et les limitations de ces langages. Mais si l'on essaie de traduire un document délicat, par exemple un document émanant de notre Organisation mondiale tel que la résolution 1514 (XV), dans ces langages extraordinairement simplistes, les difficultés deviennent insurmontables simplement parce qu'il n'y a rien dans ces langues permettant d'exprimer les concepts abstraits et à longue portée qui figurent dans nombre de nos documents. Cela a été pour l'Administration un problème important qui lui a donné beaucoup de travail. J'ai moi-même essayé d'aider à la traduction de la résolution 1514 (XV) et d'autres documents dans ces langues imprécises et j'ai pu me rendre compte que ce n'est pas là une tâche aisée.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais passer à une série de questions d'un autre ordre. Le Représentant spécial nous a dit le 20 mai que l'Autorité administrante avait, tout récemment, pris des mesures en vue de l'instruction des adultes. Peut-il nous dire quel est le pourcentage d'adultes qui peuvent maintenant lire et écrire? Est-ce 10 p. 100, 15 p. 100? Quel est le pourcentage par rapport à la population totale?

M. TOCGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il serait assez difficile de définir ce pourcentage à cause des différentes normes. Cependant, on peut dire qu'environ 15 à 20 p. 100 de la population du territoire est aujourd'hui en mesure de lire et d'écrire.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Combien y a-t-il d'autochtones qui ont reçu un enseignement supérieur, universitaire, technique, etc.?

M. TOCGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Une fois de plus, il est très difficile de répondre à cette question exactement. Il est certain qu'un grand nombre de personnes, au cours de ces dernières années, ont atteint chaque année un niveau élevé d'enseignement et se sont qualifiés comme techniciens et artisans; il y a maintenant, à travers le territoire, un grand nombre charpentiers, de plombiers, d'électriciens, d'employés des postes et télégraphes.

M. Toogood

Il y a à l'heure actuelle plusieurs écoles de l'Administration qui produisent de plus en plus de personnel technique qualifié. Il est difficile de dire exactement quel est leur nombre pour l'ensemble du territoire.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétique) (interprétation du russe) : Je n'ai pas reçu de réponse à ma question. Je sais qu'il y a des spécialistes et des techniciens dans les différents secteurs de l'économie; je sais qu'il y a parmi eux des autochtones. Mais ma question est la suivante : combien y a-t-il de membres de la population autochtone qui ont reçu un enseignement supérieur, par exemple un enseignement universitaire ou juridique? Combien, par exemple, y a-t-il d'autochtones qui ont terminé leur cours de droit ou sont devenus des ingénieurs? Je veux savoir combien ont reçu un enseignement réellement supérieur.

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : La question est posée maintenant en termes plus précis et je peux y répondre comme je l'ai fait antérieurement, vendredi : nous avons 12 autochtones du territoire de la Nouvelle-Guinée dans des universités en Australie. Aucun n'a encore terminé ce cycle d'enseignement, mais certains d'entre eux sont en troisième année d'université. Un grand nombre d'autres font des études accélérées dans le domaine de la formation des instituteurs; il y a actuellement 665 instituteurs stagiaires de l'enseignement secondaire dans le territoire.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Dans son intervention, le Représentant spécial a dit qu'environ 175 000 enfants fréquentent l'école. Je voudrais savoir combien il y a d'enfants d'âge scolaire dans le territoire : y en a-t-il 600 000, 700 000 ou plus?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le nombre d'enfants d'âge scolaire dans le territoire est évalué à 450 000.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le Représentant spécial a mentionné une université en Nouvelle-Guinée, mais il n'a pas dit quand elle serait créée. Sera-t-elle d'un niveau équivalent à celui des universités australiennes?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :
Lorsque cette université sera créée dans le territoire, elle aura exactement le même niveau que les universités d'Australie.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Et quand sera-t-elle créée?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :
Il m'est difficile de répondre à cette question pour le moment, car une commission de l'enseignement supérieur vient de terminer son enquête à travers le territoire et a soumis très récemment son rapport au Ministre des territoires qui l'examine en ce moment. A la suite des renseignements donnés par ce rapport et des recommandations qu'il contient, le Gouvernement australien examinera ces recommandations en relation avec la création d'une université dans le territoire.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : L'Autorité administrante a-t-elle l'intention, en ce qui concerne l'enseignement supérieur, d'abandonner sa politique actuelle consistant à se réserver le droit de décider quelles bourses d'enseignement peuvent être accordées par d'autres pays, y compris celles accordées par les Nations Unies aux habitants du territoire sous tutelle? Si l'on en croit ce que nous a dit le Représentant spécial à propos de la situation aux niveaux les plus élevés de l'enseignement, particulièrement à l'égard de la formation universitaire, la situation est véritablement déplorable car nous ne savons même pas quand cette université sera créée. Il existe un programme spécial des Nations Unies, mais, apparemment, l'Autorité administrante ne l'utilise pas. Nous aimerions savoir si l'Autorité administrante envisage certaines mesures à l'égard des bourses d'études.

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

L'Autorité administrante sait que différentes universités offrent une formation grâce à des bourses et elle en est très reconnaissante. Toutefois, les facilités existant en Australie sont adéquates à l'heure actuelle pour les besoins de la population du Territoire de Papua et de Nouvelle-Guinée. Quel que soit le moment auquel une université sera créée sur le Territoire, les facilités existant en Australie continueront à être à la disposition de tout autochtone de Nouvelle-Guinée ou de Papua dont la formation lui permet de suivre les cours d'université.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : On ne sait pas quand l'université sera créée et cependant on ne permet pas aux étudiants de se rendre à l'étranger pour profiter des bourses qui leur sont offertes.

Je voudrais passer maintenant à un groupe de questions d'un autre ordre. Je voudrais parler du développement économique du territoire. Voici ma première question : quel est le revenu moyen par habitant de la population de la Nouvelle-Guinée et de Papua et quel est celui de l'Australie?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je ne peux vous dire quel est le revenu exact per capita en Australie mais, dans le Territoire, il s'élève maintenant à environ 67 livres par an.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Pourrais-je avoir quelques éclaircissements sur ce point? Le Représentant spécial parle-t-il du revenu moyen pour les blancs et pour les autochtones? Pourrait-il nous préciser quel est le revenu pour chaque groupe?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : C'est le revenu per capita pour l'ensemble. Je n'ai pas de chiffres particuliers pour les différents groupes du Territoire.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le Représentant spécial a indiqué que le budget du Territoire pour l'exercice financier actuel s'élevait à 37 500 000 livres. Il a mentionné une subvention de 25 millions de livres. Pourrait-il nous dire à quel chapitre du budget sont consacrées ces subventions de l'Australie et, par exemple, quel est le rapport entre le montant dépensé pour la construction des écoles, des hôpitaux, des logements pour la population, et le montant destiné à la construction d'aérodromes, de routes, etc. Je voudrais qu'il nous donne des chiffres qui nous permettent d'établir le rapport entre ces deux chapitres de dépenses.

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le budget de 37 500 000 livres représente les dépenses totales prévues pour le Territoire pour l'exercice financier actuel. Sur cette somme, 25 250 000 livres sont fournies par le Gouvernement du Commonwealth australien. Il s'agit de livres australiennes et non de livres sterling. Cette subvention a pour but d'augmenter les sommes provenant du revenu intérieur du Territoire. Cet argent est dépensé dans tous les domaines où il est nécessaire et chaque année un budget est établi qui couvre les différents services et programmes de développement dans chacun des départements de l'administration.

Comme je l'ai dit antérieurement, il y a encore cinq millions de livres australiennes qui sont dépensées par le Gouvernement australien principalement pour des travaux et des services dans le Territoire et pour le Territoire, et cela d'Australie directement.

Une liste minutieusement préparée de dépenses est contenue dans le rapport annuel et je renverrai respectueusement le représentant de l'Union soviétique à ce rapport qui donne le détail de toutes ces dépenses par département.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Il y a encore un point relatif au budget sur lequel j'aimerais une précision. Je voudrais savoir quelles sont les sommes dépensées dans le domaine de la santé et des écoles. Je voudrais savoir aussi dans quelle mesure le budget est alimenté par les impôts payés par la population autochtone d'une part et par ceux payés par les sociétés étrangères qui opèrent dans le Territoire?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Les revenus du pays sont tous versés à une caisse centrale. Comme je l'ai dit plus haut, les sommes ainsi obtenues sont augmentées par une subvention non remboursable du Gouvernement australien qui s'élève à 25 250 000 livres. En d'autres termes, les dépenses totales du Territoire étant cette année de 37 500 000 livres, il faut 25 250 000 livres pour équilibrer le budget. Environ huit millions de livres proviennent du Territoire.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Ma question est demeurée sans réponse. Elle ne concernait pas le montant total du budget. J'ai posé une question précise.

La représentante du Libéria a posé un certain nombre de questions touchant aux revenus provenant des compagnies. Elle a demandé notamment quel était le montant des revenus découlant des investissements qui restent dans le Territoire et elle n'a pas obtenu de réponse. Pour ma part, j'ai posé une question relative au budget - et je demanderai aux interprètes de traduire nettement ma question...

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je m'excuse d'interrompre le représentant de l'Union soviétique mais je voudrais donner une réponse à cette question avant qu'il poursuive. Je crois que la réponse qu'il cherche est la suivante : sur le budget total de 37 500 000 livres dont a parlé le Représentant spécial, 25 millions de livres sont données par le Gouvernement australien et les 12 autres millions proviennent du Territoire lui-même.

M. McCarthy (Australie)

En ce qui concerne les impôts - impôts sur le revenu, impôts sur les sociétés et revenus provenant de sources analogues - ils sont payés, dans la proportion la plus grande, par la population non autochtone et par les sociétés étrangères opérant dans le territoire. Une très petite proportion seulement des revenus de l'impôt provient des taxes payables par la population autochtone; il s'agit, d'une manière générale, d'une taxe qui ne dépasse pas deux livres par an; il y a même, en ce qui concerne cet impôt maximum, des aménagements en harmonie avec la capacité individuelle de chaque autochtone au point de vue financier. En fait, la majorité des autochtones ne paie aucun impôt; la plus grande partie du revenu du territoire est fournie par les impôts qui frappent les non-autochtones.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le Représentant spécial a déclaré qu'il existe au territoire une association des employeurs. De quelle association s'agit-il? Quelle est la composition de cette association? Des représentants de la population autochtone participent-ils à cette association?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Oui, l'association des employeurs de la Nouvelle-Guinée comprend des membres autochtones.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Quelle est la proportion entre les membres autochtones et les membres non autochtones de cette association?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je ne suis pas à même de donner un chiffre précis. Mais, les membres autochtones de cette association sont en augmentation. Cette société s'est créée il y a environ 18 mois et elle ne cesse de se développer de mois en mois.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le rapport soumis par l'Autorité administrante déclare que les investissements privés étrangers seront bienvenus dans le territoire; il semble que l'Autorité administrante se soucie de protéger les droits des autochtones. Quelles sont les mesures prises par l'Administration pour protéger les intérêts des autochtones des conséquences des investissements étrangers? Le Représentant spécial pourrait-il nous donner des exemples de lois de ce genre et de la manière dont elles sont appliquées?

M. TOOGCOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

L'Autorité administrante accueille avec satisfaction les capitaux venant de l'étranger et les considère comme une assistance au développement du territoire. La plus grande partie de ce développement à l'intérieur du territoire a débuté grâce à des sommes provenant de capitaux étrangers; la population indigène ne fait que suivre les projets initiaux de développement. Reprenant l'exemple que j'ai donné ici il y a quelques jours, je signalerai qu'une association coopérative s'est récemment établie dans les hauts plateaux où elle a repris, pour un montant de 35 000 livres payé comptant, une entreprise de production de café dans cette région.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le Représentant spécial pourrait-il nous parler des activités de sociétés comme la Burns Philp ou comme les compagnies de pétrole comme la Mobile Oil d'Australie?

M. TOOGCOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : La firme Burns Philp, associée à un certain nombre de grandes entreprises qui opèrent depuis quelques années dans le territoire, rend un service essentiel à la population; elle a permis d'ouvrir des possibilités d'échanges commerciaux à travers l'ensemble du territoire ainsi que de faire fonctionner des compagnies de transports maritimes.

La société Mobile Oil, de même qu'un certain nombre d'autres compagnies de pétrole établies dans le territoire, fournissent l'essence, des carburants et des lubrifiants qui sont utilisés par la population dans l'ensemble du territoire; ces sociétés assurent le transport de ces produits dans toutes les régions du territoire et les mettent à la disposition des populations locales.

Il est important également de noter que plusieurs millions de livres sont dépensés par des sociétés de pétrole pour explorer les possibilités de trouver du pétrole dans le territoire; les sommes dépensées s'élèvent à environ 40 millions de livres; ceci constitue une contribution importante au bien-être futur du territoire.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Quelle est la valeur des investissements de ces sociétés? Quels dividendes ces sociétés ont-elles retirés de leurs activités dans le territoire au cours des dix dernières années? Le Représentant spécial nous avait dit qu'il ne possédait pas de renseignements récents; il pourrait peut-être nous fournir des renseignements sur les dix dernières années.

M. TOCGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je regrette d'être dans l'impossibilité de donner au représentant de l'Union soviétique des chiffres précis. Cependant, il est significatif de constater que la balance commerciale pour l'année courante marque une plus-value de l'ordre de 10 millions de livres des importations sur les exportations.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Quel est le rôle des conseils d'administration locale en ce qui concerne les questions foncières? Ces conseils sont-ils consultés en ce qui concerne les aliénations de terres par l'Administration?

M. TOCGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Comme je l'ai indiqué tout à l'heure, 2,46 p. 100 des terres sont possédés par des non-autochtones. Sur ces 2,46 p. 100, l'Administration doit trouver le terrain dont elle a besoin pour divers services, par exemple pour les pistes d'atterrissage et autres services indispensables. La population locale est toujours consultée lorsque l'Administration a besoin d'acquérir un terrain; aucune acquisition, sauf dans des circonstances inaccoutumées et pour des objectifs spéciaux, ne se fait sur la base obligatoire.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : L'Autorité administrante ne croit-elle pas que la liquidation des terres en propriété communale et leur remplacement par la propriété privée aura pour résultat de dissoudre les communautés et de créer une certaine hostilité entre les différentes parties de la population?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je n'ai pas très bien compris la question du représentant de l'Union soviétique; je crois qu'il suggérait que le transfert des terres de la communauté aux individus était nécessaire ou permettrait une meilleure compréhension.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le représentant spécial a bien compris la première partie de ma question. J'ai parlé du transfert de la propriété communale à la propriété privée, mais dans la deuxième partie de ma question j'ai demandé si ce transfert ne risquait pas de donner naissance à une certaine hostilité entre les différentes communautés.

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le but de l'Administration, à l'heure actuelle, si tel est le vœu de la population, est de remplacer la propriété communale par la propriété privée. On a constaté au cours des années que la propriété communale était nettement au détriment des habitants qui se livraient à des cultures dans un but économique. Il en résulte parfois des divergences dans le groupe sur la question de savoir quand il est temps de procéder à la récolte. Il s'est avéré nécessaire de passer récemment une loi à ce sujet, la Land Conversion Ordinance.

En outre, il a fallu créer le poste de Land Title Commissioner pour déterminer les droits de propriété, s'agissant aussi bien de la propriété individuelle que de la propriété en groupe. A cet égard, des Comités ont été créés, et deux d'entre eux existent déjà dans la région de Rabaul, afin de déterminer les idées et les vœux de la population touchant ce transfert de la propriété et la délimitation des parcelles. C'est seulement une fois que ce Comité, composé surtout d'habitants de la région et comprenant un représentant du Ministère des affaires indigènes, un fonctionnaire de la Land Title Commission et un fonctionnaire du Department of Lands, a étudié la question, que l'on décide d'effectuer un transfert ou de procéder

M. Toogood

à la délimitation définitive des parcelles. La question est ensuite renvoyée à la Land Title Commission, qui a pouvoir pour déterminer le titre de propriété.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : A propos de la réponse que vient de me donner le représentant spécial, je voudrais poser une question au conseiller néo-guinéen. Quel est le rôle joué par les coopératives dans le développement économique de la Nouvelle-Guinée?

M. McCARTHY (Australie) (Interprétation de l'anglais) : Si je comprends bien, le représentant de l'Union soviétique demande que l'un des représentants spéciaux ou conseillers soient invités à prendre place à la table du Conseil?

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je crois que la question du représentant de l'Union soviétique s'adressait au conseiller du représentant spécial. Je crois également qu'il appartient au représentant de l'Australie de décider qui doit répondre aux questions posées à sa délégation.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je tiens à préciser que le représentant spécial, en l'occurrence M. Toogood, est le représentant spécial de l'Autorité administrante, qui s'occupe lui-même directement de la mise en oeuvre officielle de la politique dans tous les domaines de l'Administration. Il connaît donc particulièrement bien tout ce qui touche à la politique générale de l'Administration et à son application, ce qui est le cas de bien peu de personnes. C'est précisément pour cela qu'il vient ici en tant que représentant spécial. Ses conseillers, M. Tau Boga et M. Magan, viennent ici pour lui donner des avis et ne sont pas au courant des détails de la politique administrative. Ils ne viennent pas ici pour parler en tant que représentants spéciaux pour ce qui est des détails de l'Administration et de la politique du gouvernement. Toutefois, par courtoisie pour notre collègue de l'Union soviétique, ou pour tous nos collègues, s'il y a des questions particulières qui rentrent dans le cadre de l'expérience des conseillers de M. Toogood, ma délégation serait heureuse de les voir prendre place à la table du Conseil. Mais pour rendre justice à ces conseillers et au représentant spécial lui-même, j'aimerais que ces questions rentrent dans le domaine particulier d'activité de ces deux conseillers.

Sur l'invitation du Président, M. Tau Boga et M. J. W. Magan, conseillers du représentant spécial pour la Nouvelle-Guinée sous administration australienne, prennent place à la table du Conseil.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Quel est le rôle joué par les coopératives dans le développement économique de la Nouvelle-Guinée?

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le représentant de l'Union soviétique peut-il nous dire à qui s'adresse sa question?

M. McCARTHY (Australie). (interprétation de l'anglais) : Je crois que notre collègue de l'Union soviétique pense que M. Magan est Directeur d'un groupe de coopératives, et que c'est à lui qu'il voudrait adresser sa question.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Mon collègue, M. Magan, indique qu'il préférerait parler en pidgin mélanésien. C'est la langue dont il se sert habituellement et il se sentirait plus à l'aise s'il pouvait l'employer ici. Evidemment, cela nous place devant une difficulté linguistique. J'espérais que mon autre collègue, M. Tau Boga pourrait traduire M. Magan, mais M. Tau Boga, qui est Papou, ne parle pas couramment le pidgin mais le mélanésien, et aurait par conséquent de la difficulté à le traduire. Je voudrais donc demander au Conseil d'autoriser M. White, qui est bien connu du Conseil, qui est fonctionnaire de l'administration néo-guinéenne et qui parle couramment le pidgin, à traduire M. Magan.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je pense que le Conseil n'y verra pas d'objections et, s'il n'y a pas d'observations, je prierai M. White de bien vouloir servir d'interprète.

Je prie maintenant le représentant de l'Union soviétique de bien vouloir répéter sa question.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : C'est une procédure assez compliquée; mais il est toujours possible de trouver une solution. Si nous parvenons à résoudre nos difficultés, ici, au Conseil de tutelle, il sera beaucoup plus facile de résoudre les problèmes de langues dans le territoire lui-même.

Ma question était la suivante : quel rôle jouent les coopératives dans le développement économique de la Nouvelle-Guinée?

M. MAGAN, parle en pidgin (interprétation de l'anglais) : Je regrette de n'être pas à même de vous décrire tout le travail des coopératives dans l'ensemble du territoire de la Nouvelle-Guinée; mais je serai très heureux de vous donner quelques renseignements sur la coopérative de mon propre district - le district de Bougainville - avec laquelle je suis associé. La coopérative, dans mon district, s'est développée à partir de la population elle-même. La population a fait la contribution initiale. La coopérative achète le coprah, les coquillages et d'autres produits. Les produits achetés à la population sont expédiés ou vendus à d'autres compagnies qui les exportent du territoire.

Le bilan est établi annuellement, à la fin de chaque période de douze mois, et les bénéfices de la société sont alors répartis comme dividendes parmi les actionnaires.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais poser une autre question; elle est liée à la première. M. Magan peut-il me dire si, en général, le mouvement coopératif est très répandu dans le territoire ou s'il n'est pas encore très développé?

M. MAGAN parle en pidgin, (interprétation de l'anglais) : Les sociétés coopératives ont été créées dans de nombreuses régions du territoire de la Nouvelle-Guinée. De nombreuses coopératives sont très progressistes dans certaines parties du territoire et elles ont facilité, en particulier, le transport des produits grâce à l'achat de leurs propres camions, de navires et d'autres moyens de transport.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Quelle est la réaction de la population autochtone devant la décision de l'autorité administrante de supprimer les terres communales et de les transférer à des propriétaires privés?

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je m'excuse d'intervenir de nouveau, mais je voudrais jeter quelque lumière sur la discussion. Le gouvernement n'a privé personne de sa propriété ou de ses terres; ce que le gouvernement entend faire c'est de mettre en oeuvre une politique de coopération avec la population, et en conformité absolue avec les désirs de cette dernière, dans certaines régions pour développer un système de propriétés privées afin d'augmenter la production de rapport immédiat résultant du développement des terres. Le système traditionnel de métayage a retardé cette évolution et les difficultés que mon collègue éprouve en ce moment résultent du fait qu'il n'a pas encore fait l'expérience du système dont je viens de parler. A sa connaissance et de sa propre expérience aucune terre n'a encore été transférée dans le domaine privé. Les terres dans le district de Bougainville, dont il vient, sont toujours exploitées d'après le système traditionnel. Dans ces conditions, il ne pouvait répondre à la question.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais cependant demander à M. Magan de répondre à cette question. Après les éclaircissements donnés par le représentant de l'Australie, je pourrais peut-être la poser de la façon suivante : Quelles ont été les réactions de la population après le transfert des terres communales aux personnes privées?

M. MAGAN parle en pidgin (interprétation de l'anglais) : Je ne peux répondre à cette question étant donné que rien de ce genre ne s'est passé dans ma région et que je ne connais pas l'opinion de la population des autres régions.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais remercier M. Magan pour les réponses qu'il vient de nous donner et je suis heureux de lui souhaiter la bienvenue en tant que représentant du Territoire sous tutelle de Nouvelle-Guinée. Je tiens à lui transmettre la sympathie du peuple soviétique qui se range pleinement au côté de la population de la Nouvelle-Guinée et du Papua; je lui souhaite de réussir et de voir son pays recevoir l'autonomie et l'indépendance le plus rapidement possible.

M. Magan se retire.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais maintenant poser une question à M. Tau Boga. Quelles sont, à son avis, les lacunes qui existent encore dans le système de l'enseignement de la Nouvelle-Guinée et du Papua et quelles sont les mesures qu'il faudrait prendre pour garantir les progrès de la population dans le domaine de l'instruction?

M. TAU BOGA (interprétation de l'anglais) : Il n'existe pas de lacunes en ce moment. En fait toutes les mesures ont été prises pour accélérer le programme d'enseignement dans le Territoire de la Nouvelle-Guinée et du Papua.

M. Tau Boga se retire.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Il est presque 18 heures et je voudrais consulter le Conseil, en particulier le représentant de l'Union soviétique, en lui demandant s'il est disposé à poursuivre ses questions au cours de notre prochaine séance ou s'il préfère aller jusqu'au bout ce soir.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je m'en remets au Conseil. Si ses membres estiment qu'il est nécessaire et possible pour moi de continuer à poser des questions ce soir, je poursuivrai, sinon je suis tout disposé à les reporter à notre prochaine séance.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : S'il n'y a pas d'objection, je proposerai que le représentant de l'Union soviétique continue à poser ses questions au cours de notre prochaine séance. A ce sujet, si nous nous réunissons demain après-midi, nous ne pourrions avoir qu'un compte rendu analytique, car le Conseil de sécurité est également convoqué à la même heure. Je pense que ce serait très regrettable car, indépendamment des questions et réponses, nous pourrions aussi avoir demain des déclarations au cours de la discussion générale, interventions que les représentants aiment voir reproduites in extenso. Nous pourrions donc nous réunir soit demain matin, soit mercredi après-midi. Si le Conseil n'a pas d'objection à l'encontre de cette proposition, je suggère que nous tenions demain matin à 10 h 30 une séance au cours de laquelle nous pourrions, si c'est possible, terminer la période des questions posées au représentant spécial et commencer la discussion générale sur la Nouvelle-Guinée.

Puisque je n'entends aucune objection, j'en conclurai que le Conseil accepte de se réunir demain matin à 10 h 30.

La séance est levée à 18 heures.